

Devant les provocations
gouvernementales
la F. A. appelle à la
protestation contre

LES MENÉES POLICIÈRES

A la suite de la manifestation organisée par le P.C.F. le 28 mai, et des bagarres qui l'ont marquée, le gouvernement s'est saisi de ce prétexte pour entreprendre une vaste opération de répression antiouvrière envisagée depuis longtemps.

Le prétexte a été enfin trouvé. Il faut regretter ici que le P.C.F. l'ait ainsi fourni à ses adversaires qui, pour chercher l'épreuve de force, n'ont nullement hésité à arrêter des responsables du P.C.F. à mettre les locaux de ce parti en état de siège, à provoquer de nouvelles manifestations, à monter un « complot » après avoir parlé d'« émeutes » là où il n'y avait que bagarres.

Le C.N. de la F.A., interprétant le sentiment profond de tous les militants, quelles qu'aient été les responsabilités du P.C.F. dans l'action répressive, élève une vigoureuse protestation contre les mesures fascistes prises par le gouvernement et appelle à l'unité ouvrière dans les mouvements de protestation — dans la mesure où ces mouvements ont un caractère populaire et non d'aventure — pour faire reculer la menace totalitaire qui s'exerce aujourd'hui contre le P.C. s'exercera demain contre nous et contre tous.

UN MOYEN D'ACTION
RÉVOLUTIONNAIRE

Tous les partis dits ouvriers et nous nommons la S.F.I.O. et le P.C.F. ont renié la lutte de classe. Nous laissons de côté les petits fantaisistes du P.C.I. et toutes les minorités issues du P.C.F. Tous ces partis ont pour but principal la lutte parlementaire, celle-ci renfermant tous les germes du réformisme et de la collaboration des classes. Voici plus de cent ans que le suffrage universel est instauré en France, tous les partis politiques ultra-gauchistes ont sombré dans ce moyen d'action.

Tout ont cru conquérir le régime bourgeois pour instaurer le socialisme, tous ont été dévorés par le parlementarisme. Au moment où ils accédaient au pouvoir ils n'avaient plus de socialisme ou de communisme que le nom.

Le C.N. stigmatise l'attitude odieuse non seulement des journaux réactionnaires comme l'Aurore appelant à la répression, mais aussi des journaux prétendus « de gauche » qui, comme le Populaire ou Franc-Tireur, oublient la défense de la liberté au profit de leur choix de l'impérialisme américain.

Cette attitude est celle de ceux qui, n'ayant jamais eu le courage de combattre le stalinisme sur son propre terrain, et incapables de lui opposer quoi que ce soit de valable, s'en sont toujours remis aux méthodes policières.

L'attitude « 3^e Front » de la F.A., dans sa lutte contre l'impérialisme américain, se délimite nettement du chauvinisme entretenu par les staliens, mais ne doit que plus énergiquement combattre toute atteinte aux libertés prises par les valets de Washington.

Les militants de la F.A. sont présents dans les actions de protestation contre les mesures gouvernementales, mais sous leur propre drapeau, en s'efforçant de ne servir aucune cause partisane mais la seule cause du prolétariat, de la liberté, de la véritable Révolution.

LE COMITE NATIONAL DE LA F.A.

La lutte de classe

La Révolution sociale ne souffre d'aucun compromis. Toute disposition à celui-ci serait signer l'acte de trahison de celle-ci.

Les gouvernements de « gauche » ont le don de rendre amorphe et collaborationniste la masse ouvrière.

L'EMPRUNT PINAY

Le 26 mai, un nouvel emprunt vient d'être émis. Le Parlement (Assemblée législative et Conseil de la République) l'ont approuvé à une forte majorité.

Les caractéristiques particulières de cet emprunt sont symboliques et offrent à tous les naufrageurs du franc, par une rareté antérieure des capitaux et de l'or, des avantages considérables. Que sont-ils ?

D'abord, titres émis nominatifs ou au porteur, c'est-à-dire pour ce dernier, anonymat et immunité tant recherchés par les prêteurs. Toute la presse de droite, politique, financière, se félicite de cette garantie.

Aucune taxe fiscale, aucun impôt présent ou à venir, dispense de la surtaxe progressive (impôt général sur les revenus). L'emprunt peut être souscrit en lingots d'or, en rente 3 % 1944, en rente 5 % 1949. Cela ne vous dit rien, il est utile de se rappeler que la hausse du 3 % 1944 date seulement de peu et celle du 5 % 1949 présentement. Les titres pourront servir au paiement des impôts, leur valeur sera calculée sur le taux de la pièce d'or de 20 fr. au marché parallèle.

Comme l'émission de cet emprunt a lieu au jour, la confiance de la Bourse envers Pinay se résout à une hausse de certaines rentes. Cela aidera utilement Pinay dans son expérience présente à démontrer que la confiance renaît, mais Pinay n'indiquera pas que cet emprunt est la plus lourde des charges, que celui-ci fera supporter aux finances publiques.

Le régime Pinay ne sera pas éternel et le gouvernement de demain se trouvera devant les mêmes difficultés. Les avantages accordés aux souscripteurs seront supportés demain par les contribuables. La défense du franc tant prônée est confirmée comme illusoire. Il n'y a d'ailleurs pas de solution réelle en régime capitaliste.

Tout ce que peut faire Pinay, c'est prolonger l'état actuel des choses, la longue agonie d'un régime qui ne veut pas mourir.

Mais ce régime est voué à la mort.

La bourgeoisie décadente est incapable de générosité. Elle a choisi. Elle se jettera demain dans les bras d'un fascisme de droite ou de gauche espérant encore une issue à la débâcle dont elle est la première responsable. Son aveuglement, sa haine ont fait son lit de mort. Puisqu'elle n'a voulu rien concéder et qu'elle reste intrinsèque, la classe ouvrière de ce pays doit se considérer en état d'alerte.

Nous devons à tout prix nous éviter le fascisme qui peut et sait prendre

des allures prolétariennes. Ni de Gaulle, ni Thorez ne doivent remplacer la société autoritaire de la bourgeoisie. De Gaulle ou Thorez c'est la personification de l'autorité sous une forme dictatorial plus brutale, plus inhumaine.

La solution ne se trouvera pas dans l'avènement d'une dictature quelconque. Les régimes hitlériens, mussoliniens, franquistes, péronistes, staliens sont présents à notre mémoire. Les prolétaires ont vécu ou vivent sous le knout dans ces pays.

A la solution autoritaire, dictatorial, les communistes libertaires opposent leurs conceptions de l'égalité économique.

La solution présente est communiste libertaire.

Aucune nouvelle expérience ne doit être tentée en dehors. Si ce choix n'est pas fait, le prolétariat de ce pays serait voué à de nouveaux déboires et l'heure de sa libération, de son émancipation serait profondément retardée.

Une seule issue, une seule voie, un seul remède, LE COMMUNISME LIBERTAIRE.



BERLIN
Les Russes interdisent, sous peine de mort, le franchissement de la zone de démarcation, et multiplient les entraves autour des secteurs occidentaux de Berlin.

ESPAGNE
Franco a reçu von Papen. Interrogé à l'issue de l'audience par les journalistes, von Papen a déclaré que sa visite était d'ordre privé et qu'il avait profité de sa venue au Congrès eucharistique pour « saluer le Caudillo ».

ITALIE
A la suite du succès qu'ils ont remporté dans le Sud, les monarchistes italiens ont adressé un message à l'ex-roi Humbert, l'assurant qu'ils se préparaient à « rendre démocratiquement l'Italie à son souverain ».

ROUMANIE
Radio-Bucarest a diffusé la liste, communiquée par l'Agence roumaine d'information du nouveau Politburo du parti communiste de Roumanie. Cette liste ne mentionne pas le nom d'Anna Pauker, qui occupait la deuxième place dans la hiérarchie du Politburo en fonction jusqu'ici.

U.S.A.
Ajoutant à ses promesses déjà nombreuses, le sénateur Taft a déclaré, dans le Dakota Sud, qu'il était élu à la présidence il baisserait les impôts de 15 %. Il s'est de plus prononcé contre le service militaire obligatoire.

Les gouvernements de « droite » ont le don de faire ressaisir cette même masse (nous ne parlons pas des pantalonades du P.C. présentement), tant la bourgeoisie est ignorante. N'est-ce pas le Président du Conseil actuel, M. Pinay, qui prélué à une nouvelle résistance et combativité ouvrières.

M. Pinay n'est pas le délégué du parti des « indépendants ». Il est l'homme de la bourgeoisie. Sa dernière allocution concernant l'émission de l'emprunt, ne souffre d'aucun quiproquo. « Nous devons aider ceux qui nous font confiance ». L'or qu'il réclame n'est pas dans la poche du prolétaire. M. Pinay se classe et ne s'en cache pas.

La lutte de classe est obligatoire. Nous n'attendons rien d'un gouvernement de droite ni d'un gouvernement de gauche. Tout ce que la classe ouvrière a acquis elle ne l'a acquis que par la lutte contre ses exploiters. Tout combat ouvrier est nécessairement lutte de classe.

Lutte de classe rendue inévitable par la présence de deux classes bien distinctes dans la société actuelle : celle des exploiters, celle des exploités.

Les communistes libertaires sont partisans de la lutte de classe et notre dernier congrès nous en apporte le leitmotiv dans les résolutions votées par les militants de la F.A.

Le refus systématique, de collaborer avec les éléments composant la bourgeoisie ou parvenus au rôle d'exploiteur ou de profiteur, classe le militant révolutionnaire. Tout acte contraire lui ferait perdre le crédit moral vis-à-vis du mouvement ouvrier. Il n'y a pas de facilité révolutionnaire. On ne joue pas à cache-cache avec la Révolution sociale. Les communistes libertaires ne pactisent pas avec leurs ennemis.

L'intransigence du militant sur le terrain de la lutte de classe est le symbole de sa vérité, de sa probité, de sa logique.

La Révolution Sociale victorieuse c'est le combat : CLASSE CONTRE CLASSE.

Robert JOULIN.

FRANCE
Pinay en cire entre au Musée Grévin. Depuis la « Libération » il est le premier Président du Conseil à avoir reçu cette « consécration » disent les journaux.

ASSEMBLEE CONSULTATIVE EUROPEENNE
A Strasbourg, l'Assemblée consultative européenne a appelé à sa présidence François de Menthon, député M.R.F. qui a été élu par 37 voix au troisième tour de scrutin. M. Fin Moe (Norvège), socialiste, a eu 30 voix et M. Robert Boothby (Grande-Bretagne) conservateur 29.

FRANCE
Et alors, ils sont bien embêtés de cette dernière entourloupette de leur « tante Mère l'Eglise. Et puis, comment vont-ils expliquer ça, à l'atelier, aux copains athées qui ne ratent pas une occasion pour renforcer leurs thèses anticléricales ?

Et d'abord, qu'est-ce donc que l'Eucharistie ? D'après le Larousse : « Sacrement qui contient réellement et substantiellement le corps, le sang, l'âme et la divinité de Jésus-Christ, sous les espèces du pain et du vin ».

En somme, c'est juste un prétexte à casser la croûte ?... Toujours le baratin.

Oh ! évidemment, ce ne sont pas les bourgeois catholiques qui s'inquiètent du lieu et des participants du Congrès !

Mais pour les ouvriers, cela est différent, aussi le Témoignage Chrétien du 23 mai consacre-t-il un article « à nos frères dans la foi de l'Eglise d'Espagne ».

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-Septième année, — N° 318

JEUDI 5 JUIN 1952

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

NOTRE 7^{me} CONGRES

Résolution sur l'orientation
et la tactique de la F. A.

Le 7^e Congrès de la Fédération Anarchiste vient de se tenir à Bordeaux les 31 mai, 1^{er} et 2 juin. Nos lecteurs liront ci-dessous le texte de la partie générale de la Résolution sur l'Orientation et les Tactiques qui a fait l'objet de la plus grande partie des débats. Cette résolution consacre le caractère réaliste que revêtent de plus en plus les positions et la propagande de la F.A.

Au sein de la société présente, nous assistons au développement de nouvelles formes d'exploitation et de domination instituant, à côté des survivances du capitalisme proprement dit, le pouvoir de bureaucraties, partis, castes, pouvoir se manifestant sur le plan idéologique par des dogmes divers (la race, la nation, une révélation religieuse, un degré philosophique), sur le plan économique, par des formes nouvelles de propriété (propriété d'Etat) ou d'organisation (allure technocratique, importance des bureaux de plans d'Etat), sur le plan social par une substitution, au salariat proprement dit (qu'a connu l'ère du capitalisme classique) d'une forme moderne de servage hiérarchisé avec, pour l'exploité, une soumission de plus en plus complète au pouvoir d'Etat et quelques garanties (Sécurité sociale, Statuts, Retraites, Secours de chômage, etc.), caricatures du socialisme, forme moderne de

servage s'accompagnant de l'étatisation des organismes syndicaux.

Les formes nouvelles d'exploitation et de domination s'observent presque parfaitement en U.R.S.S., mais aussi à côté des survivances capitalistes dans l'Allemagne d'Hitler, l'Argentine de Peron, aux U.S.A., en France, en Grande-Bretagne, Plan Schuman, etc. Les divers fascismes ne sont que des illustrations de ces nouvelles formes d'exploitation avec un vernis socialiste.

Plus clairement que jamais, apparaît la valeur de l'analyse anarchiste dominant toute son importance à l'Etat (considéré par les marxistes comme instrument pur et simple du capitalisme, sur la base d'une analyse superficielle attachée à certains pays industrialisés à une certaine période : Angleterre du 19^e siècle, par exemple). Devant la militarisation croissante de l'idéologie, de l'économie, du social, il est plus que jamais nécessaire de proclamer comme la base même de notre action la formule de Bakounine :

« LA LIBERTE SANS LE SOCIALISME EST UNE DUPERIE.

« LE SOCIALISME SANS LA LIBERTE C'EST LA CASERNE. »

Dans l'immédiat, et au milieu des querelles entre tous les Etats, deux grands blocs s'affrontent pour l'hégémonie mondiale : le bloc groupé par la force autour de l'U.R.S.S., le bloc groupé par la force ou l'intérêt des dirigeants autour des U.S.A.

Ces deux blocs impérialistes recherchent des clients, des alliés, des bases militaires, de la main-d'œuvre, un bon marché, etc.

Les peuples paraissent incapables de trouver seuls une voie entre les deux blocs et contre eux, malgré leur profond désir d'éviter la guerre, de même que les classes exploitées restent, au moins en Occident, amorphes devant la montée de la barbarie alors qu'elles désirent profondément le Socialisme et la Liberté. Elles sont démolies par les trahisons et les échecs des partis

Au 44^e Congrès de la S.F.I.O.

LE SOCIALISME
N'EST PAS VENU
AU RENDEZ-VOUS

Le quarante-quatrième congrès « socialiste » a tenu ses assises. Différentes questions ont été abordées.

La Section Française de l'Internationale Ouvrière (!) s'est prononcée notamment en faveur de l'armée européenne « dans le cadre de la solidarité internationale » — autrement dit pour le bloc occidental armé de Ridgway, Montgomery et Juin. Guy Mollet a réussi à enlever ce bas morceau par 2.537 voix contre 1.307.

Jaurès est bien loin !

Contrairement aux « socialistes » allemands, les « socialistes » français sont pour le réarmement de l'Allemagne « intégrée au sein de l'Europe démocratique » (!) S'étonnera-t-on, après ça, que « Le Figaro » ait lancé des fleurs à nos braves pionniers social-démocrates !

Braves pionniers, mais aussi foudres-de-guerre qui cherchent même à M. Pinay en qualifiant sa politique gouvernementale comme l'une des « plus réactionnaires que la France ait connue en régime républicain ».

Ab ! mais !

Une motion a même été jusqu'à condamner « avec force, les empiétements incessants du cléricisme » en proclamant « qu'au pouvoir le socialisme détruirait l'œuvre néfaste de la majorité parlementaire actuelle » en ce qui concerne l'Education nationale. On est plein de sang dans le parti de feu Léon Blum ! Parole ! on va tout casser. Depreux, Ramadier, Naegelen, Daniel Mayer, Lejeune, Philip, Gazier, Verdier, Guyon, Deixonne, Grambach et Compagnie ont croqué du llon.

Malheureusement pour la S.F.I.O., comme pour d'autres partis, les tartarades deviennent de plus en plus viandes creuses. Les 333.000 adhérents socialistes de 1945 n'étaient plus que 136.000 en 1950. Combien sont-ils aujourd'hui ? Où sont les jeunes socialistes capables de secouer le cocotier et faire choir les vieux, les très vieux arrivistes du parti ? Où sont les travailleurs rouges qui pourraient taper du poing sur le bureau tiède et douillet du comité directeur ?

Enfin !

Pest-être que le 28^e congrès du parti socialiste sera moins gris, moins terne que ce 44^e. Alors, M. Guy Mollet sera bien vué, pas loin de trois cents ans — il aura eu le temps de relire Karl Marx !

(Suite page 2, col. 4.)

La farce de l'« amitié »
franco-allemande

UNE véritable concurrence s'est engagée entre la France et l'Allemagne sur le plan militaire, et c'est au partenaire qui aura le plus de divisions pour faire entendre une voix plus forte au sein du Conseil de l'Armée européenne. La vieille rivalité franco-allemande renaît sous une autre forme, et si l'évolution historique place les ennemis d'hier dans le même camp et fait du « grand Allié soviétique » l'ennemi irréductible, le vieil esprit nationaliste a déterminé trois conflits depuis 1870 subsiste dans les milieux dirigeants

français comme parmi les militaires de carrière de l'Allemagne des hobereaux et des junkers.

L'Allemagne de Bonn pourra effectivement lever 12 divisions (elle dispose de 175 camps d'entraînement et le service de deux ans menace) : ce qui la place aux yeux des dirigeants français dans une situation « favorable » (sic) parce qu'elle n'a pas à consentir des « sacrifices en Indochine (resic) et en Afrique du Nord ».

Il y a d'autre part la crainte que l'Allemagne remilitarise joie sa propre

politique et non celle de la « Communauté Européenne de Défense » ; qu'elle utilise sa force armée renaissante pour se joindre à l'Union soviétique.

C'est ce qui explique les pantalonnades usées d'un Daladier et les adjurations « pathétiques » d'un Herriot pendant la semaine des congrès, sans oublier les hauteurs prétentieuses de de Gaulle et la barre fixe de Guy Mollet sur « le refus-acceptation ».

Que traduisent les explications procéduriers de tous ces « hommes d'Etat » ? Est-ce la crainte de la guerre ? Dans leur for intérieur, ils se disent que rien n'empêchera la marche fatale du conflit. Est-ce la crainte de voir l'Allemagne devenir la première puissance d'Europe, grâce à sa population et à sa vitalité industrielle ? La vérité est beaucoup plus là ! Car, ne l'oublions pas, dans cette querelle de prestige et d'intérêts, la question de cadavres est ou sera le dernier souci de ces bonshommes qui sont d'ailleurs de grands impuissants.

Les Américains sont les maîtres. Ils le font sentir avec leurs dollars et leur matériel. L'Afrique du Nord les intéresse-t-elle pour des raisons économiques, stratégiques, idéologiques ? Ils essayent de supplanter le « possesseur » français et sortent l'attrail « anticolonial ».

ZINOPoulos.

(Suite page 2, col. 4.)

CORNETTES ET SOUTANES EN GOGUETTE

LES catholiques sont bien embêtés. A force de jouer sur tous les tableaux, ils finissent par amuser la galerie.

On ne peut, à la fois, chérir le loup et l'agneau, aimer le patron et le prolé, l'assassin et sa victime.

A l'annonce de la tenue du Congrès Eucharistique à Barcelone, certains prolétaires chrétiens se sont sentis, une fois de plus, trahis.

Eux qui avaient vibré, comme nous tous, en mars 51, en apprenant la magistrale grève des travailleurs catalans insurgés pour quelques heures contre Franco, leur bourreau.

Voilà que les journaux leur apprennent que non content de venir imposer ses fastes dans un pays affamé, le Congrès reçoit en son sein, entre autres requins d'eau bénite, Franco — soi-même — et le nazi Von Papen (de sinistre mémoire).

Et alors, ils sont bien embêtés de cette dernière entourloupette de leur « tante Mère l'Eglise. Et puis, comment vont-ils expliquer ça, à l'atelier, aux copains athées qui ne ratent pas une occasion pour renforcer leurs thèses anticléricales ?

Le sacristain de service nous indique qu'il a « banquet eucharistique, s'ajoute un aspect d'études et de manifestations d'un caractère volontairement public et de grande ampleur ».

Ensuite, il bredouille quelques lignes sur « le fait que ce Congrès se célèbre en Espagne et l'opinion que le monde se fait du régime franquiste ». Il précise aussi, ce qui est une dérobade : « Ce n'est pas notre but, dans cet article au fil de la foi dans l'Eglise universelle, de nous mêler des affaires intérieures de l'Espagne ».

On a appris à nager dans l'eau bénite !

(Suite page 2, col. 6.)

Quand Jacques DUCLOS et « L'HUMANITE »
insultaient les ouvriers révolutionnaires

Messieurs, ceux qui parlent de grève générale sont des imbéciles.

Jacques DUCLOS
(Assemblée Nationale (mai 1947).

★

Pour la défense de leur salaire, les cheminots veulent manifester devant le Palais-Bourbon.

Inciter les cheminots à manifester contre l'Assemblée Nationale, c'est faire de la provocation fasciste.

« L'HUMANITE »
(12 juin 1947.

L'AFFAIRE DU DISPENSAIRE « Marie de Roumanie »

N.D.L.R. — Par la plume de notre ami Lambert, le « Libéraire », depuis plusieurs années, poursuit une campagne pour dénoncer les médecins ou médecins authentiques qui font miroiter aux yeux des malades l'espoir d'une guérison miraculeuse par des traitements ou remèdes dont l'efficacité est pour le moins contestable.

En dépit de l'appui des journaux à scandales et du silence plus ou moins complice de la grande presse, dont bénéficient ces charlatans, nos articles rencontrent un écho favorable auprès du corps médical.

Nous en donnons pour preuve cette documentation qui nous est fournie par le docteur C... sur l'affaire du dispensaire Marie de Roumanie.

Ci-dessous, objectivement, les faits...

La Radiodiffusion Française diffuse chaque semaine, le lundi, de 18 h. 45 à 19 h. 23, une émission destinée aux malades : « La Fenêtre ouverte ». Cette émission comporte, depuis le 11 octobre 1948, une brève chronique médicale.

Sollicité par Mme André Onden, productrice de l'émission d'assurer cette chronique, le docteur André Merlin a reçu l'autorisation du Conseil de l'Ordre des Médecins de la réaliser sous ce nom. Cependant, pour que cette chronique ne puisse en aucun cas être considérée comme tendant à un but de publicité ou d'intérêt personnel, le docteur A. C. a préféré réaliser cette collaboration sous le pseudonyme d'André Merlin et a donné procuration pour que ses cachets soient utilisés au mieux des intérêts des malades.

A la suite d'une série d'émissions destinées à mettre les malades en garde contre le danger du charlatanisme, André Merlin a été amené à répondre à la lettre d'un anonyme qui défendait le B.T.M. Cette émission a suscité de nombreuses lettres, parmi lesquelles celle de M. Picart.

M. Picart, président de l'Amicale de l'Euvre antituberculeuse de Paris, qui est l'Association des malades traités et guéris par le B.T.M. — proposait à André Merlin de le présenter au Médecin-chef du dispensaire Marie de Roumanie afin qu'il puisse « constater lui-même les heureux résultats obtenus sur les malades en cours de traitement ».

André Merlin se mit immédiatement en rapport avec M. Picart, pour étudier avec lui les modalités d'application de sa proposition.

Depuis douze ans, en effet, l'Amicale que préside M. Picart organise une propagande intense par tracts, conférences, pétitions, etc., pour que soient étudiés, contrôlés et admis les traitements à base de « bacille de tortue de mer ».

La question des vaccins à base de bacille de tortue de mer (CPD-marin, B.T.M. (1), A.R.T. (2)) ayant été posée depuis de nombreuses années devant le grand public, il a semblé que l'intérêt des malades exigeait que le dénouement soit également rendu public.

Mardi 23 novembre 1948, à 18 heures, Mme André Onden et André Merlin se sont rendus au rendez-vous que leur avait donné M. Picart, président de l'Euvre antituberculeuse de Paris, au dispensaire.

Ils ont été reçus par le docteur Briault, médecin-chef de ce dispensaire.

Après un entretien qui mit au point l'application pratique du contrôle qui avait été accepté à l'émission de « La Fenêtre ouverte », de la veille, André Merlin a demandé s'il ne lui serait pas possible d'assister aux examens radioscopiques des malades qui se trouvaient encore dans le salon d'attente. Le docteur Briault accepta.

Il est à signaler que le dispensaire ne prend pas de radiographies, de l'aveu même du docteur Briault, mais procède seulement à des examens radioscopiques qui ne laissent malheureusement comme traces, que les schémas que les médecins du dispensaire portent eux-mêmes sur les fiches de traitement des malades.

Trois malades en cours de traitement furent examinés.

Les deux premiers étaient traités au B.T.M. depuis 15 et 18 mois. L'examen radioscopique n'a montré aucune amélioration par rapport aux schémas de début de traitement portés sur les fiches des malades — au contraire. Cependant, les schémas actuels de ces fiches ne mentionnaient plus l'existence de ces cavités. Ce fait, signalé par André Merlin — a été reconnu exact devant les témoins, par les médecins du dispensaire qui ont rectifié leurs fiches.

La troisième malade, une jeune femme, apportait de l'extérieur des radiographies et des tomographies. Elle a été examinée, comme les autres, à la radioscopie. Elle était en traitement depuis juillet 1948 et sa première radiographie montrait une cavité du sommet gauche et une autre para-chièvre droite. Après les quatre mois de traitement au B.T.M. non seulement les deux cavités existaient avaient considérablement augmenté de volume, mais il en était apparu deux autres d'une importance telle que tout traitement efficace est actuellement devenu presque impossible.

Une fois de plus, les croquis effectués sous les yeux des témoins fut si grossièrement altérés qu'il ne portait plus trace d'aucune cavité. Une fois de plus, André Merlin fit constater le fait et rectifier le schéma par les médecins du

dispensaire qui recouraient devant les témoins leurs trois erreurs.

Il est à signaler que le docteur Briault a déclaré NE PAS CROIRE A LA CONTAGION DE LA TUBERCULOSE et que ses malades (et en particulier les trois précédents, qui sont bacillaires) demeurent en contact permanent avec leur entourage.

Les témoins soussignés reconnaissent l'exactitude des faits faisant l'objet du présent compte rendu.

André ONDEN
André MERLIN
M. PICART.

Au cours de la visite du mardi 23 novembre 1948, rendez-vous avait été pris pour un contrôle effectué avec le concours des différentes associations de malades, le lundi suivant 29 novembre.

Craignant que les erreurs graves relevées au cours de la première visite ne se reproduisent, il fut décidé, en accord avec M. Picart, que cette visite aurait lieu le lendemain, à l'improvise.

Le docteur Briault, médecin-chef du dispensaire, ayant prétendu avoir des rapports avec l'Institut Pasteur de

CHEZ LES AUTRES...

Dada Coco

ACTION, organe des Partisans dits de la paix, ne paraît plus.

● Le raisin l'invocable est le manque de moyens financiers et pas du tout, comme de mauvais esprits le pourraient croire, la gifle magistrale donnée aux communistes français par leurs patrons russes lors de l'affaire du réarmement allemand.

● Le cheval de bataille d'Action remis au magasin des accessoires de la propagande russe, il va falloir que M. Yves Farge aille gagner son beauregard ailleurs.

● Il va peut-être redevenir « indépendant, seul et pauvre », comme il disait en 1947.

● Il serait temps de justifier ces propositions incoherentes si M. Farge tient à être pris un tantinet au sérieux dans son prochain emploi.

Qu'est-ce que ça va être !

Le Bulletin Municipal Officiel de Paris nous annonce que :

« Les attributions précédemment exercées par les inspecteurs des halles, marchés et abattoirs, les inspecteurs à la surveillance des viandes et les inspecteurs à la surveillance des œufs, sont désormais exercées par des inspecteurs de police. »

● Pour mieux informer le lecteur spécifications que les « poulets » surveillent plus particulièrement les œufs et les « bourriques » la viande.

● Dire qu'avant cette réorganisation ça se passait déjà en famille !

André (Q) Frossard

Dans l'Aurore du 25 mai M. André (Z) Frossard ironise méchamment sur le film de Cayatte : « Nous sommes tous des assassins » qui soulève généreusement le problème de la peine de mort.

● Ça ennue ce brave cœur de « rayon Z » de voir quelqu'un démontrer que les criminels sont aussi, et surtout, les victimes de la société à deux, partant, demander, sans doute, pour eux, des soins plutôt qu'un barbare assassinat.

● Le spécialiste des articles férocesment bêtes et bêteusement féroces — j'ai nommé le triste Bénazet — va-t-il être vidé de la rédaction, que M. Frossard place des jalons (en forme de montants d'échafaud) pour prendre la succession ?

Entre nous

● Les lecteurs qui m'envoient des coupures de presse sont priés de me donner le titre et la date du journal d'où sont tirés ces extraits.

● Les fantasmes des techniciens de la réaction n'ont fait mettre en cause dans le dernier « Lib » Claude Dauphin, l'acteur bien connu, alors qu'il n'a évidemment rien à voir avec le Dauphin éditeur de France-Soir. Quel cinéma !

R. C.

Paris, André Merlin se mit en rapport avec M. Bretey, chef du Service de la Tuberculose de l'Institut Pasteur, qui lui affirma que ses services n'avaient jamais eu aucun contact avec le docteur Briault. Avec l'autorisation de M. le Directeur de l'Institut Pasteur, M. Bretey accepta d'assister à cette visite.

A 19 heures, le mercredi 24 novembre 1948, Mme André Onden, M. Bretey, M. Picart, le docteur A. M. et André Merlin se présentèrent au dispensaire.

Les faits relevés la veille furent à nouveau reconnus exacts par le médecin-chef du dispensaire devant les cinq témoins. M. Briault a signé devant eux les croquis radioscopiques qui constituent la preuve des erreurs précédentes.

Aux questions précises que M. Bretey posa au docteur Briault sur les caractéristiques du produit actuellement employé au dispensaire M. de Roumanie, celui-ci précisa qu'il ne s'agissait plus de B.T.M., mais d'un produit dérivé : le Sporantigène.

M. Bretey ayant demandé des précisions sur l'expérience de ce produit, le docteur Briault avoua par deux fois, devant les cinq témoins, qu'AU-CUNE EXPERIMENTATION DE LABORATOIRE N'AVAIT PRECEDE SON EMPLOI CHEZ L'HOMME.

Devant les réactions des témoins, le docteur Briault se reprit et déclara alors avoir « fait quelques cobayes ». Questionné sur ces expérimentations par M. Bretey, il ne put en indiquer ni la date, ni le lieu, ni le protocole expérimental. Au cours de la brève discussion technique qui suivit, M. Bretey ne put obtenir aucune précision du docteur.

Aucune publication scientifique n'a d'ailleurs jamais été faite sur le Sporantigène, actuellement injecté quotidiennement aux malades qui se présentent au dispensaire.

Après le refus réitéré du docteur Briault de laisser André Merlin assister aux examens radioscopiques des cinq malades qui se trouvaient là, trois ampoules de Sporantigène — prises au hasard — furent remises à André Merlin par Mme Simonesco. Elles furent confiées à l'une A. M. Bretey, la seconde au docteur Blein, la troisième à M. Picart. Les témoins soussignés reconnaissent l'exactitude des faits faisant l'objet du présent compte rendu.

André ONDEN, M. PICART,
M. BRETEY, D. BEAUMY,
André MERLIN.

(1) Bacille de tortue de mer.
(2) Bacille acido-résistant tortue de mer.

Le 7^e Congrès de la F.A.

(Suite de la première page)

l'égard des coopératives de production ou des gestions ouvrières à l'intérieur du système étatique, capitaliste. L'action gestionnaire ne peut avoir qu'une valeur d'exemple, d'expérimentation. Il n'y a guère que dans le domaine des organismes culturels que la déréolence due à l'entourage du monde capitaliste-étatique, peut être facilement surmontée parce que, dans ce cas, les conditions économiques jouent mais ne sont pas au fond même du problème.

Sur le plan paysan, en dehors de la défense des intérêts des ouvriers agricoles qui reste au premier plan, défense qui rentre dans le cadre des luttes ouvrières, il faut ne pas négliger la défense contre l'Etat, les trusts, les industriels de la terre, des exploitants familiaux, petits propriétaires, fermiers, métayers n'exploitant pas de personnel. Il ne faut pas oublier que maintes régions ne connaissent que très peu d'ouvriers agricoles, et que la base de la transformation révolutionnaire ne pourra être que l'entente coopérative entre les petits exploitants plus que la collectivisation de grandes entreprises.

Il faut aussi, tout en reconnaissant que l'établissement de certaines mesures sociales est un hypocrite hommage aux aspirations révolutionnaires vers le bien-être ou la justice, dénoncer leur caractère étatique, esclavagiste. C'est donc la forme et non le principe fondamental que la F.A. combat dans la « Sécurité sociale » ou l'aide à la famille, par exemple. Il faut dénoncer catégoriquement les nationalisations. La F.A. condamne les Comités d'Entreprise et l'illusion qui consiste à croire à une possibilité quelconque pour un militant révolutionnaire dans ces organismes de collaboration des salariés et du patronat.

Une des tâches de la F.A. est de montrer comment est exploité le sous-proletariat qui constitue les masses des pays coloniaux, et de prendre la défense des peuples coloniaux, défense contre tous les impérialismes, mais orientée vers la réalisation du Communisme libertaire.

e) Lutter pour que devienne conscient et efficace le désir profond des grandes masses de sortir de l'emprise des deux blocs. C'est cette lutte « 3^e Front » qui doit indiquer aux masses une 3^e solution, en dehors de celles proposées par les deux impérialismes.

f) Orienter tout processus social à travers la lutte contre les dominations et les privilèges, contre la hiérarchie, pour l'égalité économique, vers la réalisation du Fédéralisme Communiste Libertaire.

La Vie Algérienne

Je viens de passer deux mois dans un village kabyle et voici comment vivent les Kabyles, encore à leur façon ancestrale.

Les maisons sont groupées à flanc de montagne, serrées au milieu des champs et des ravins.

Sol très mauvais, parsemé de rochers, où les cultures sont forcément pauvres. Population dense. Des villages en moyenne de 500 à 1.000 habitants tous les deux ou trois kilomètres. Ils sont agricoles (1) sur un terrain ne produisant que très peu, insuffisant pour nourrir cette population. Ils doivent donc rechercher à l'extérieur des moyens d'existence, en France, par exemple. Peut-être une moitié de la population vit-elle de l'argent envoyé de France. On voit à quel point les ouvriers kabyles, manœuvres en général, doivent se priver. Pas de routes, pas d'écoles (une tous les 6 à 10 kms villages ou une quinzaine de milliers de personnes), peu d'adduction d'eau potable. Dans le village, pas de mairie, ni de conseil municipal. Une fois par semaine les habitants se réunissent à la djemma et discutent de leurs problèmes. Le président (l'amin) a les mêmes droits et ne préside même pas. La vie du village est très bien régie !

Certes, il y aurait beaucoup de choses qu'il faudrait réformer. Les femmes n'ont pas le droit à la parole et doivent subir la loi des hommes. Les plus âgés sont les plus influents et sont réfractaires à toute évolution.

Ce qui leur faut donc de plus urgent, ce sont des écoles. Les jeunes apprendront et dans une génération la mentalité évoluera. Et là il y a beaucoup de choses que les Kabyles qui viennent en France doivent comprendre. En général les filles ne sont pas envoyées à l'école, même quand il y a une école spéciale pour filles. D'autre part, que les hommes ne prennent pas les plus mauvaises choses de la « civilisation » française : alcoolisme, maisons closes, etc.

Une chose m'a beaucoup frappée, c'est la façon dont les Kabyles régissent le village. Tous les hommes discutent. Ils n'ont pas un maître omnipotent et qui se « soigne » pendant 4 ou 6 ans.

Je pense que l'amin doit être révoqué à tout moment.

Certes, en ce moment, l'amin est souvent nommé par l'administration française, mais dans ce cas ils n'en tiennent presque plus compte.

FORGET (Correspondant).

Comment boire tout ça ?

Y a-t-il trop de produits, ou n'y en a-t-il pas assez ? On se le demande.

Il n'y en a certainement pas assez, diront les uns. En effet, certains gens manquent de tout. D'ailleurs, la preuve qu'il n'y en a pas assez, c'est que le patronat et l'Etat poussent sans cesse à la production. Produire ! Produire ! Et voyez : un jour, on découvre un nouveau moyen d'extraire le soufre du fond de la mer ; le lendemain, on met en service de nouveaux puits de pétrole ; on décide de traiter les minerais pauvres, de réexploiter les filons desquels on a tiré du charbon des mines grisouteuses. Chaque heure qui passe voit naître un produit chimique jusque-là ignoré, à partir de l'hexachlorocyclohexane ou du phénylcarbamate d'isopropyle ! Bref, tout démontre que nous n'avons pas assez de choses, puisque nous en créons de nouvelles, et tant davantage et que toutes les statistiques de production donnent des diagrammes ascendants.

Au contraire, nous en avons trop, diront d'autres. En effet, la plupart des produits ainsi créés restent à la fabrique ou chez les marchands. Une fois le stock constitué, pas moyen de l'écouler, ou avec quelle lenteur ! D'ailleurs, voyez la réclame, voyez la publicité multipliée partout en vue de faire acheter tout cela. Les mêmes économistes qui se réjouissent de la production accélérée sont les premiers à se désoler du marasme et de la mévente.

Un exemple bien connu : celui du vin. Pour s'en débarrasser, on le convertit en alcool. Mais ensuite, il reste à vendre celui-ci. Pour cela, il est fait appel à la propagande. En même temps que le gouvernement lutte, affirme-t-il, contre l'alcoolisme, la réclame s'accroît en faveur de l'alcool. Une grande partie, il est vrai, est de l'alcool industriel.

Un film vient d'être tourné dans le cadre de la propagande de l'alcool. Il a pour titre « 90° à l'ombre ». Il y est évoqué le problème du vin, c'est-à-dire la production exagérée de vin par rapport à la consommation permise par le pouvoir d'achat... Eh bien ! le commentaire du film a trouvé à ce propos la solution humoristique qu'il suggère dans le « mot de la fin ». Le film s'achève, en effet, sur une image du Sahara... et voici ce que dit le commentateur dont le texte est enregistré sur la bande sonore :

« Voilà au moins des régions qui ne nous donnent pas de soucis économiques et dont les éventuelles productions agricoles et leur écoulement ne font faire de cheveux blancs à personne. »

Bravo donc ! Rien de plus judicieux. Si toute la terre était un vaste Sahara, un désert total, où il n'y aurait ni producteurs, ni consommateurs, non seulement le problème de l'alcool, mais tous ceux qui se posent à la sagacité de l'homme, seraient instantanément résolus. Peut-être est-ce là ce qu'on pensait certains.

Je ne suis pas, disait Mussolini, un collectionneur de déserts.

Il appartenait encore à l'âge préatomique. Transformer la planète en désert pour résoudre les questions économiques et éviter aux hommes d'Etat de se faire des cheveux blancs, ne serait-ce pas l'objectif des gés militaires, de cette seconde partie du siècle ? Plus besoin de cartels, de pools ni de trusts... La capitale idéale du monde mercantile de demain, c'est Bidon-Cing !

Mais en admettant qu'aujourd'hui la capitale soit Bistrot-Ville ou Cocktail-City, le problème actuellement demeure : comment utiliser tout cet alcool, comment liquider tout ce liquide, comment boire tout ça ?

La difficulté d'écouler l'alcool fait désirer aux producteurs qu'il en soit consommé, davantage, aussi protestent-ils contre les droits dont il est frappé.

Ils font ressortir que l'augmentation des impôts a contribué à la mévente, non seulement en France, mais aussi en d'autres pays. Ainsi, au Danemark où, en 1951, les taxes sur les boissons et spiritueux ont rapporté 438 millions de couronnes (plus de 22 milliards de francs), la consommation l'année suivante s'est montrée nettement inférieure... ce qui est regardé comme une calamité !

En somme, selon eux, la population européenne est sauvée d'un excès d'alcoolisme par les droits dont l'Etat grève le prix de l'alcool. Le problème des maux est le moindre ? Quel est le pire ? That is the question !

Aux Etats-Unis, deux heures de travail d'un ouvrier moyen payent une bouteille d'eau-de-vie ; 4 h. 15 en Allemagne, 6 h. 15 au Danemark. En ce dernier pays, l'impôt sur l'alcool est quatre fois et demie ce qu'il était avant la guerre.

Les producteurs proposent donc une chose : diminuer les impôts sur l'alcool afin que la population en puisse consommer davantage. Mais la ligne contre l'alcoolisme est d'un avis différent. Comment concilier les deux points de vue ? Ce sont peut-être les chimistes qui détiennent la solution.

Les chimistes viennent de fabriquer un merveilleux produit, le bisulfure de tétrathylthiurane, qui a la propriété de transformer l'alcool en acétaldéhyde. Ils l'ont ensuillé, purifié, par formation, puis décomposition, d'un complexe cristallin avec le tétrachlorure de carbone, et, l'ayant ainsi raffiné, l'ont injecté dans les veines d'un poivrot.

L'effet ne s'est pas fait attendre. L'alcool que charriait en abondance le sang du choinard s'est métamorphosé en acétaldéhyde, provoquant des « symptômes bénins, mais déplaisants », et, ô miracle ! notre homme s'est senti un dégoût profond pour ce qui était auparavant son poison favori.

Expérience concluante : le bisulfure de tétrathylthiurane est un traitement spécifique contre l'alcoolisme. Les chimistes sont en passe de guérir tous les poivrots de France et d'ailleurs avec ce produit. Ils ne restera plus aux bouillottes de cru que leurs yeux pour pleurer et ils en seront réduits à réclamer eux-mêmes l'excédent de leur alambic !

Mais qui sait ?... Ce qui pourrait être leur perte sera peut-être leur salut... Le nouveau produit étant un composé éthylique... a-t-il pas quelques chances pour que les chimistes utilisent l'alcool à la fabrication du bisulfure de tétrathylthiurane ?... Ce produit, ou un autre similaire, ne pourrait-il pas se fabriquer à partir du marc ? La science est tellement puissante et féconde !

Qu'il ce doit être là la solution pour concilier les deux thèses, les deux nécessités, les deux intérêts : employer l'alcool à la fabrication d'un remède antialcoolique... en extraire son propre antidote, le vaincre avec ses propres armes... Ainsi, tout le monde sera content : les distillateurs, les hygiénistes... et les pharmaciens.

Pierre-Valentin BERTHIER.

P.N.S. — De courageux correspondants anonymes marseillais (divers indices me laissent supposer qu'il s'agit de Marius et d'Olivier) m'ont écrit pour me signaler que j'aurais altéré la lettre et l'esprit d'un passage extrait d'un roman russe, cité par moi dans un article que publia le « Libéraire » il y a environ quatre mois. Il s'agit du roman, peut-être s'en souvient-on, où un aviateur se livrait à des acrobaties et dans lequel un blessé disait à son infirmière : « Vous êtes mon bon ange soviétique ! » Je n'ai plus le texte sous les yeux. Je ne renonce pas à le rechercher et à en vérifier la concordance ou la dissemblance. Ce que je n'admets pas, c'est le vocabulaire abject employé par le rédacteur anonyme. Il aurait dû se dire que se donner tout ainsi sur la forme, c'est aussi se donner tout sur le fond, et il cent fois raison. Depuis vingt ans que j'écris dans la presse libertaire, sans gloire comme sans profit, et en récoltant plus de désagréments que d'avantages, j'ai le pense, émis quelquefois des vérités, et j'ai pu me tromper souvent ; mais jamais je n'ai insulté personne, et pas une seule fois je ne me suis abstenu de signer. — P.-V. B.

fronde continue, les positions se durcissent. De graves événements se préparent à la ligne de démarcation qui sépare les deux Allemagnes.

Les Anglo-Américains sont prêts à employer des milliers de cargos volants pour ravitailler Berlin, dans le cas où il serait bloqué ; les Soviétiques ont établi un no man's land de 5 kilomètres d'épaisseur et déboisé sur 400 mètres pour favoriser le tir des mitrailleuses.

La guerre des propagandes continue et leur but est de malaxer les opinions publiques au point de les amener à admettre l'UN plutôt que l'AUTRE des ennemis de la classe ouvrière internationale.

Ces travailleurs doivent s'arracher à cette mortelle emprise ; pour eux une seule chose doit compter : mener leur combat révolutionnaire et antimilitariste, se fortifier en donnant au troisième front sa vitalité et son ardeur pour décourager les entreprises criminelles de tous les Gouvernements ou les transformer en révolutions.

La farce de l'« amitié »

(Suite de la première page)

lonialiste » (sic), tissu d'hypocrisie et de mensonges qui masque les sévices racistes des populations noires, le sort lamentable des Mexicains, des Portoricains, des Philippins et de tous les peuples de couleur que le militarisme et le mercantilisme yankee ont subjugués. Les dirigeants de ce pays parlent de leur côté de la civilisation (apportée sous forme de cartes à jouer, d'alcool et de prostitution) !

Jamais le mensonge n'a été employé plus rationnellement pour que des objectifs de puissance et d'impérialisme soient atteints !

Ainsi, par exemple, la note soviétique émise récemment par Radio-Moscou, et qui bat en brèche les accords contractuels ! (ou traité de paix séparé entre l'Occident et l'Allemagne de l'Ouest). A lire cette note, on a l'impression que le Gouvernement soviétique ne veut qu'être le bien-être du peuple allemand, tandis que les gangsters d'en face veulent tout le contraire. La guerre

lisation du Fédéralisme Communiste Libertaire.

2^e POUR REMPLIR CE ROLE LA F.A. DOIT AGIR ET S'EXPRIMER DANS LES CONDITIONS SUIVANTES

a) La F.A. doit faire connaître les solutions qu'elle préconise, c'est-à-dire, en définitive, accomplir son rôle de propagande et d'éducation, en utilisant les ressources de l'actualité, grâce à une presse et des éditions vivantes, tenant compte des grands besoins, des grandes inquiétudes, grâce surtout à la présence de ses militants, dans toutes les revendications, agitations, grèves, etc., qui permettent de faire connaître nos points de vue et de gagner la confiance des exploités.

b) L'éducation est affaire d'action et de réflexions à propos de l'action, plus que de préche et de livres, mais la F.A. ne saurait oublier que certains grands problèmes sont traités dans les assemblées, conférences, dans le journal ou les éditions. A ce sujet, elle doit s'efforcer de recueillir les meilleurs ouvrages classiques de l'anarchisme, doit s'efforcer aussi de susciter de nouvelles études et des publiés.

c) Dans tous les domaines : économique, culturel, social, la F.A. doit s'interdire toute attitude stérile de critique systématique sans propositions constructives. Elle doit éviter un anti-stalinisme facile capable de nous couvrir définitivement des exploitations abusées par les partis communistes. On ne combat bien le stalinisme qu'en se montrant plus dévoué que lui à la cause des exploités.

3^e LES TACHES DE LA F.A. SONT DE DEUX SORTES

a) Le travail de ses organismes, en tant que tels, s'adressant directement à l'extérieur.

b) Le travail préparé et coordonné en son sein par ses militants, et qui doit être accompli dans les organisations de masses : syndicats, associations culturelles, etc.

Il ne peut s'agir d'imposer dans ces organisations des directives ou de s'en emparer bureaucratiquement, mais d'y repandre des idées, des exemples et de ne pas se refuser aux responsabilités qui sont normalement proposées aux militants de la F.A.

Ainsi, l'organisation anarchiste révolutionnaire, doit fonctionner, comme émetteur et comme coordinateur.

Soutanes en goguette

(Suite de la première page)

Mais « Témoignage Chrétien » se veut réaliste, objectif, et tout et tout. Aussi, encourageant à nous faire d'un régime politique qui a pris une partie du peuple espagnol des libertés syndicales, de presse et de réunion depuis 1936 ». A qui la faute ? Pas aux anarchistes, en tous cas !

Et « Témoignage Chrétien » s'enhardit : « Nous savons ce qu'un tel régime entraîne de répressions douloureuses, sinon mortelles, pour tous ceux qui refusent cette situation ou cette tyrannie (selon la forme de langage que l'on choisit). »

« Jolie aussi, cette petite formule, où chacun peut retrouver ses billes ! »

« On nous accordera cependant qu'il est compréhensible que des consciences espagnoles, françaises ou autres, souffrent spécialement de la confusion que ne manquera pas de s'établir entre une célébration eucharistique éclatante entourée d'une pompe officielle religieuse et civile (peut-être politique et militaire, parce que souvent tout se tient) et « l'ordre social » du lieu où l'on « célèbre » l'union sacrée.

Mais, à quel bon ces scrupules ? Puisque « L'Eucharistie est l'annonce d'une réconciliation définitive et éternelle, qui ne sera pleinement acquise et manifestée qu'au ciel ».

Réconciliation du bouillabou avec le supplicé, de l'affameur avec l'affamé ?

En attendant la réconciliation, vous allez « gueuletonner » à Barcelone, où les gens ont faim.

Et nul doute que vous ne partagiez votre festin avec eux ! Pas même les miettes. Tout juste vos prières, vos chansons tristes et votre langue morte.

Ca ne nourrit pas, vos prières, vos chansons, pas plus que votre latin, même s'il est de cuisine !

Mais vous vous en foutez, car vous savez : « que la foi, le courage, la générosité et la ferveur chrétienne de l'Eglise d'Espagne peuvent triompher de toutes les difficultés ».

En fait de générosité, nous savons que l'Eglise d'Espagne est représentée aux interrogatoires que fait subir la police et la Phalange aux ouvriers espagnols. Nous savons, et vous savez, que ces interrogatoires ont lieu sous la torture. Sous la torture et sous les yeux d'un prêtre qui, lorsqu'il n'est pas tortionnaire, passe d'habitude en Espagne justement, est inconsciemment complice de vos crimes.

La voilà, la générosité, la foi, le courage et la ferveur de l'Eglise d'Espagne... Allez vous réhabiliter !

Mais l'ouvrier chrétien, lorsqu'il n'est pas totalement abêti par le baratin de ces messieurs-dames, réfléchit, ressent tout ce que l'Eglise veut lui cacher. Il s'aperçoit que son cœur est plus près de l'anarchiste catalan en lutte pour la liberté que de Von Papen ou Franco.

Il sait de plus en plus que le Vatican a falsifié sa croyance et n'a pas plus de rapport avec l'idée du Christ que les stalinistes avec la pensée de Karl Marx.

C'est alors que l'ouvrier chrétien se refuse à tendre la joue droite à son patron, à Von Papen, à Franco, à Pape. C'est alors qu'il devient, qu'il deviendra, un ouvrier révolutionnaire.

P.S. - A l'occasion du Congrès Eucharistique, les travailleurs de la région de Barcelone percevront une semaine de salaire en plus (soit pour un professionnel, 150 pesetas, environ mille quatre cents francs, et la vie, à Barcelone, est si chère qu'il est difficile qu'en France !). Il ne s'agit même pas d'une mesure paternaliste, mais plus d'une tentative d'acheter le silence des ouvriers catalans. Il se pourrait, en effet, que le courageux prolétariat libertaire de Barcelone envisage de répondre à la provocation cléricale-franquiste.

Entretiens avec

es à M. le Direc-	I. Slone	405
ine	C. Mannoni	420
int-Médard	Georghiu	605
fer	E.-F. Gilbreth	420
pe	Kenney	420
de	Miller	540
de	Molaine	570
de	—	330
Gordon	Harrison	585
	E. Robles	390
	—	390
	A. Sergeant	405
	H. Miller	1005
	C. Himer	840
	Mezrow	735
ART ET POESIE		
	R. Asso	380
	J. Prévert	635
pauvre	—	670
	J. Rictus	345
	—	345
noire	—	480
	P. Ringel	300
UCATION SEXUELLE		

Par-dessus bord L'ECHELLE MOBILE pourrie !

Le 1^{er} février 1951, les mineurs du Pas-de-Calais ont vu leurs salaires augmenter de 33,80 par jour (catégorie 1) à 91,40 (catégorie 7). Au même moment, les ingénieurs obtenaient dans les mines, une augmentation journalière de 978 francs.

Cet exemple, pris entre cent autres, suffit à montrer jusqu'où peut conduire le syndicalisme (quelle Chambre syndicale condamnera la trahison permanente des intérêts ouvriers par les dirigeants des « grandes » confédérations ?) lorsqu'il s'échappe du contrôle ouvrier pour passer au service des cadres en favorisant les plus hauts salaires aux dépens des derniers échelons de la hiérarchie sociale.

En ce moment l'échelle mobile tient l'affiche mais, une fois de plus, elle va servir à cadencer les bas salaires ; une fois de plus elle va permettre, dans le cadre de la loi, de museler les revendications des manœuvres, des O.S., des P1, P2 et P3.

Cela, nous autres travailleurs ne le permettrons pas. L'augmentation de la production, les superbénéfices industriels et commerciaux, le train de vie de la bourgeoisie et de l'Etat, tout indique que nous ne pouvons pas nous en laisser aller à taper de la caisse et taper fort.

L'échelle mobile, oui, mais pas celle qu'on vient de tripoter au gouvernement.

L'échelle mobile, oui, mais à partir d'un salaire minimum garanti décidé et accepté par l'ensemble de la classe ouvrière et non pas par la bourgeoisie, l'Etat et les cadres confédéraux.

L'échelle mobile, oui, mais pas pour ceux qui gagnent 60.000, 100.000 ou 150.000 francs par mois.

Abattre l'échelle mobile pourrie qui nous est actuellement proposée est indispensable pour conquérir des salaires décents. L'objectif ne sera atteint qu'en arrachant les « dirigeants ouvriers et syndicaux » de leurs ronds-de-cuir.

Pour cela l'unité ouvrière est nécessaire.

Pour cela les minorités révolutionnaires doivent rechercher tout ce qui peut les unir, car c'est à partir du petit nombre de ceux qui ne désespèrent pas, de ceux qui, inlassablement, agissent dans le sens de la lutte classe contre classe, que s'organiseront progressivement les travailleurs pour devenir maîtres de leurs salaires et imposer, au besoin à coup de débrayages et de grèves, c'est-à-dire par la force, leur droit à la vie.

S. NINN.

LA VIE DE CHATEAU des apprentis de l'Internationale Jaune

On pourra dire que les Américains en auront dépensé, des dollars, pour acheter la conscience du prolétariat français !

Et malgré les dollars et le reste, les ouvriers de ce pays ne se sont pas jetés dans les bras des faux-frères dirigés par les syndicats A. F. L. et C. I. O., C.F.T.C. et F.O. par personnes intéressées.

C'est que malgré un certain découragement, notre classe ouvrière n'est pas encore mûre pour le tapin !

Et tout porte à croire qu'elle ne le sera jamais.

Pourtant, les syndicats U.S. mettent tout en œuvre pour nous convaincre des vertus de l'association capital-travail, de la libération par la productivité, de la nécessité de la croisade anti-stalinienne et pro-capitaliste, etc. Bref, tout un programme dont le diagnostic, en langage d'établi, a nom « jaunisme ».

Leur dernière innovation consiste en un château près de Compiègne, où les aspirants-faux-frères auront tout le loisir de devenir plus efficaces, plus néfastes devons-nous dire, dans leur vilain travail.

En effet, la C.I.S.L. les invite à venir suivre des stages de deux semaines pour y apprendre à « lutter contre l'influence communiste dans les syndicats ».

Ces stages s'effectuent dans des conditions matérielles somptueuses. Ceci pour alécher le client, puisque la C.I.S.L. assure, outre le logement au

château, la nourriture et les frais de déplacement, l'intégralité de son salaire et de ses allocations de sécurité sociale, plus 1.000 francs pour faire le jeune homme. On espère, par là, attirer de pauvres bourgeois avides de pouvoir éconômiser en deux semaines leur salaire intégral plus l'argent de poche, éconômies qu'ils ne pourraient réaliser qu'en une année ou deux, en se serrant la ceinture.

A part ceux-là, qui existent, et qui se rendront au château de l'Institut Hjalmar Bantins plus pour des raisons de rube digestif que pour des motifs politiques, on y rencontrera aussi quelques « syndicalistes » professionnels, toujours du côté du manche, c'est-à-dire du patron, de ceux qui pour une poignée de main du patron sont prêts aux plus ignobles mouchardages.

Les professeurs de cette école sont français et américains.

L'origine du château est des plus équivoques, puisque celui-ci appartient à un banquier suédois, M. Olaf Achesberg, qui en a fait cadeau à des syndicats suédois (ce qui indique clairement la tendance des syndicats en question !) lesquels le mettent à la disposition de l'Internationale des jaunes, dont ils font partie.

Outre l'apprentissage habituel au cours d'agitateurs, rédaction de tracts, organisation de réunions, etc., on apprend aussi aux « apprentis-lèche-trains » à lutter contre leurs instincts personnels, ceci aux fins démagogues

de ne pas se déconsidérer aux yeux de leurs camarades de travail restés purs.

On leur inculque donc notamment : d'être toujours présents en temps de crise, de ne jamais donner matière à des soupçons en voyant l'employeur seul à seul, de n'accepter ni apéritifs, ni transport en auto, ni aucune autre faveur de l'employeur, d'éviter toute familiarité insolite avec ce dernier...

Ces points figurant au programme des cours indiquent clairement à quel genre de « militants syndicalistes » on fait appel.

En effet, viendrait-il à l'idée d'un vrai militant syndicaliste, donc d'un ouvrier qui se fait le porte-parole et le guide de ses camarades dans leur lutte contre le patron... d'aller boire l'apéro avec ce dernier, de partir en week-end dans sa Cadillac ou de lui taper familièrement dans le dos ?

Ce genre de conseils n'ont, à notre connaissance, jamais été prodigués par les syndicats révolutionnaires à l'endroit de leurs militants... pour la simple raison que les vrais militants syndicalistes sont trop propres pour envisager avec un patron une autre attitude que celle dictée par la LUTTE DE CLASSE.

Allons, messieurs de la C.I.S.L., formez donc vos équipes de jaunes patentés, de mouchards et de chiens savants

Les vrais syndicalistes n'ont pas besoin de châteaux et des dollars de M. Dubinsky pour lutter contre l'infiltration stalinienne dans les syndicats, comme il n'ont pas besoin de roubles pour dire ce qu'ils pensent des renégats de votre espèce.

Le vrai syndicalisme de lutte de classe est basé sur la lutte contre le capital et contre l'Etat, ces deux facteurs d'oppression...

Nous saurons accueillir comme il se doit vos poulains à leur retour en usine !

Même une classe ouvrière désunie ne pourrait vous suivre dans cette voie de trahison.

SCHUMACK.

TOUR D'HORIZON dans le Nord ouvrier

Le Syndicat C.G.T. et le P.C. ont su lever dans quelques entreprises textiles (délégations de 3 entreprises) des éléments infidèles aux directives communistes, pour manifester contre la venue de Ridgway en France. Celles-ci se sont rendues au siège de l'Association France-U.S.A. de Roubaix, portant des pétitions. Bravo ! Les généraux sont tous des gueules de vaches, mais y compris les généraux de l'U.R.S.S. Dans le cas contraire, toute cette pantalonade n'est que bla-bla-bla et fiente de lapin.

A la C.I.M.A., usine métallurgique groupant les troupes de choc du P.C. et de la C.G.T., les accidents continuent, toujours à la même cadence. On y fait 54 heures : équipe de nuit ; les deux équipes de jour également : « stakanovisme toujours vivant ».

Chez Roussel, rue Watt, à Roubaix (Textile), les ouvriers à semaine fixe aurent à travailler, les jours chômés, à des travaux d'entretien, etc. Dans le cas de refus, retrait de leurs jours d'ancienneté pour compenser les journées perdues (il y a violation de contrat). Car inévitablement, le patron leur fera faire le travail d'autres ouvriers payés au temps ou aux pièces. Les ouvriers à semaine fixe doivent se défendre ; dans le cas contraire, ils ont devant eux deux alternatives : ou être spoliés, ou devenir des jaunes.

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL DE F.O.

Les fossoyeurs du syndicalisme

« Qui aurait le souci de relire l'ensemble des textes issus des assises Force Ouvrière sentirait avec quelle fermeté continuée dans sa ligne générale s'affirme la pensée de notre Centre ».

Ainsi s'exprime Bothereau, commentant dans « Force Ouvrière » les travaux du dernier Comité Confédéral National de la Centrale à Léon Jouhaux.

Les décisions de ce C.C.N. sont en effet bien dans la ligne ; dans la ligne qu'une poignée d'hommes a su donner au mouvement syndical depuis cet été 1914 où les travailleurs n'ont pas compris la nécessité de se débarrasser d'un secrétaire confédéral qui choisissait l'union sacrée reniait tout un passé de syndicalisme révolutionnaire.

Tout est dans l'ordre depuis cette date, et l'asphyxie qui a gagné l'appareil confédéral est le résultat du patient travail de Léon Jouhaux et des hommes dont il a su s'entourer.

Il est dans l'ordre que la C.G.T.-F.O.

se soit prononcée pour la participation, au Centre Intersyndical d'Etudes et de Recherches pour la Productivité, repoussant la motion par laquelle l'U. D. de la Seine condamnait le C.I.E.R. P., comme un organisme « qui se livre dans la collaboration de classe ».

Il est normal également que le C.C. N. ait érudé, comme le fit le Congrès de 1950, la discussion sur le scandale Mathot-B.E.D.E.S. (1), et sur l'indépendance de la presse syndicale.

Bothereau peut écrire avec satisfaction :

Et ceux qui, de l'extérieur, guettaient le scandale ou l'explosion quant à certains problèmes de presse syndicale, pourront apprendre que les militants de Force Ouvrière ne sont pas de malhonnêtes gens et qu'ils ont le sens de la cohésion et du devenir de leur Confédération.

C'est la seule allusion que l'on trouvera dans « Force Ouvrière » relative à un problème qui aurait dû soulever des discussions passionnées.

Nous n'avons pas la place ici pour

relater tous les faits. La situation avait été dénoncée au moment du Congrès National de la C.G.T.-F.O. en 1950 par le « Combat Syndicaliste », organe de la C.N.T. A ce congrès, Gissilaire (services publics F.O.), puis au C.C.N. qui suivit, Richou (U.D.-F.O. de la Gironde) avaient demandé que toute la lumière soit faite. Et au début de 1951, Roger Lapeyre fut amené à démissionner de la Commission exécutive pour protester contre un premier étouffement de l'affaire.

Il y a quelques mois dans la revue « La Révolution prolétarienne », le même Roger Lapeyre a démontré comment par le canal d'une soi-disant agence de publicité qui touche de près Mathot et le B.E.D.E.S. (1), quelques aventuriers mènent une entreprise de corruption de la presse syndicale pour le compte de M. Villiers du C.N.P.F. L'affaire devait revenir devant les assises nationales de la C.G.T.-F.O. On sait ce qu'il en est résulté. Pour informer les militants de base il ne reste que les quelques lignes du commentaire satisfait de Bothereau. Le C.C.N. a encore choisi l'étouffement. Toujours fidèles à la ligne qu'ils se sont tracée, les dirigeants confédéraux ont bien manœuvré.

Dans ses articles Roger Lapeyre avait démontré comment le gang Mathot-B.E.D.E.S. (1) s'intéressait à l'Afrique du Nord, position de repli idéale en cas d'invasion de la France au cours d'un éventuel conflit mondial.

Un souci identique semble inspirer une autre motion importante du C. C. N.

Les colonialistes de F. O.

« Force Ouvrière » publiant la résolution traitant de l'Afrique du Nord, ne craint pas de l'intituler :

« Pour l'émancipation réelle des travailleurs d'Afrique du Nord ».

Tout en dénonçant mollement les méthodes colonialistes, le C.C.N. se porte au secours de l'impérialisme français.

Le C.C.N. confirme son adhésion à la création de bureaux régionaux de la C.I.S.L. pour développer ou renforcer des Syndicats libres.

Toutefois, en ce qui concerne l'Afrique du Nord, il juge inopportune la mise en place d'un organisme qui repenserait, en définitive, sur une conception raciale ou religieuse.

Ainsi, ces colonialistes syndicaux émettent la prétention de priver les travailleurs d'outre-mer d'une centrale syndicale.

La motion propose ensuite un plan de réformes pour chacun des pays composant l'Afrique du Nord. En ce qui concerne la Tunisie, le C.C.N. doit s'incliner devant la décision de la C. I.S.L. et admettre l'existence de l'U.G. T.T.

Déjà le 13 août 1924, les travailleurs tunisiens, lassés du racisme de leurs « camarades » français hostiles à l'égalité des salaires entre européens et indigènes, quittèrent la C.G.T. pour former la C.G.T. tunisienne. Les manœuvres des bureaucrates syndicaux de l'époque, soutenus par les socialistes et tout ce que le pays comptait de colonialistes, aboutirent le 5 février 1925, à l'arrestation des responsables de la centrale tunisienne pour complot contre la « sûreté intérieure de l'Etat ». Depuis la ligne a été suivie avec une « fermeté continuée », et il a fallu l'appui des deux grandes organisations américaines, pour que récemment encore l'U.G.T.T. puisse vaincre l'hostilité de la C.G.T.-F.O. à son entrée dans la C.I.S.L.

Mais, à la suite des réformes proposées pour la Tunisie, la résolution du C.C.N. comporte la proposition suivante :

Un statut honnête de la fonction publique garantissant le libre accès des Tunisiens à tous les emplois administratifs, sans compromettre les droits acquis par les fonctionnaires métropolitains et sans qu'à aucun moment un abaissement du niveau des concours compromette dans l'avenir la gestion de la Tunisie.

On veut encore préserver les droits contestables de quelques milliers de Français installés là-bas par la conquête. L'un des rédacteurs de la motion étant Malté, secrétaire de l'U.D.F.O. de Tunisie, il n'est pas surprenant que l'on se soit soucié des droits, ou plutôt des avantages acquis par les fonctionnaires métropolitains.

Pour le Maroc, la résolution prévoit également un plan de réformes avec en premier lieu :

Promulgation du dahir accordant le droit syndical aux autochtones.

Mais il n'est pas question d'une centrale syndicale marocaine.

Quant à l'Algérie, la solution est simple :

Le C.C.N. se prononce pour l'intégration des trois départements algériens, ce qui supprimerait l'équivoque algérienne, permettrait l'évolution politique des travailleurs et leur assurerait, sur le plan économique et social, une amélioration considérable de leur sort.

Les travailleurs algériens, citoyens français de seconde zone, restèrent aussi des syndiqués de seconde zone.

Ces tartufleries syndicales prétendant vouloir l'émancipation des travailleurs d'Afrique du Nord, ne veulent en fait que les maintenir étroitement liés à l'impérialisme français. La répression s'accentue contre les peuples colonisés. Qu'importe. Récemment le sang coulait en Tunisie.

De vrais syndicalistes auraient hurlé

« à l'assassin ». Voici ce que dit la motion de F.O. :

Le C.C.N. manifeste sa solidarité à l'égard des travailleurs de Tunisie.

Il condamne toutes les exactions commises sur le territoire tunisien.

Ces hypocrites ont la conscience satisfaite à bon compte.

Installés dans le colonialisme, ils le sont aussi dans la guerre. Citant le rapport de Bothereau au C.C.N. « Force Ouvrière » écrit :

Traitant des charges causées par le réarmement, le secrétaire général demande au C.C.N. de réclamer un allègement du fardeau dû à la guerre d'Indochine, dont maintenant nous ne devrions supporter que notre quote-part.

Il n'est pas question de demander la cessation de la guerre en Indochine.

L'essentiel c'est que les travailleurs d'autres pays (en l'occurrence surtout ceux d'Amérique) nous aident à en supporter les charges.

A la remorque de l'impérialisme français, les bureaucrates de Force Ouvrière tentent de justifier leur position au nom d'un internationalisme fraternel. Il est facile d'opposer des formules intransigeantes aux tentatives de libération des peuples colonisés.

Jouhaux lui-même, dans son allocution au C.C.N. déplore le réveil des nationalismes, car ce n'est pas sur le nationalisme qu'on peut baser l'émancipation ouvrière.

Nous déplorons, quant à nous, qu'il ne se soit pas montré aussi internationaliste en 1914.

André MOINE.

(1) B.E.D.E.S. : Bureau d'Etudes et de documentation économique et sociale.

UNE « BAISSÉ » PINAY réelle

Ce que M. Pinay ne doit pas ignorer c'est que sa baisse spectaculaire et démagogique a eu sa contrepartie néfaste en ce qui concerne les économiquement faibles. La Sécurité sociale a rogné les arrangements de pension vieillesse et vieux travailleurs déjà insuffisants des sommes variant entre 1.000 et 2.000 fr. sur les trimestres précédents.

Qu'il sache, d'autre part, puisqu'il a la tripe tricolore, que ces vies sont en partie des rescapés du casse-pipe 14-18. Qu'ils ne pourront pas se chauffer cet hiver attendu que, même dans nos pays forestiers, le prix du m3 de bois a doublé depuis l'an dernier = 1.500 fr. le m3.

Avec une automne trimestrielle de moins de 20.000 fr., pourriez-vous, Monsieur Pinay, vous loger, vous vêtir et vous chauffer pour ce prix ?

LE COMBAT PAYSAN

Plutôt détruire la vigne que baisser le vin

Un projet d'orientation viticole ? Non, une saloperie du capitalisme présentée par MM. les spécialistes du ministère de l'Agriculture !

Voilà, sans ambiguïté, l'accueil que nous faisons à ce fameux projet — gouvernemental — d'orientation viticole qui a pour but réel essentiel, de faire disparaître, à la fois, dans toute la France et l'Algérie, les vignes de plaine et les cépages les plus productifs. C'est-à-dire, arriver par l'obtention d'une production quantitativement moindre à vendre le pinard plus cher !

Mais une telle politique viticole — outre le crétinisme économique qu'elle contient — ne saurait s'instaurer sans entraîner la misère de dizaines de milliers d'individus. Car l'arrachage de la vigne ne peut se réaliser sans quelques inconvénients sérieux pour la catégorie la plus malheureuse des viticulteurs.

Ceci dit, examinons le problème de chômage forcé que ne peut qu'engendrer la réalisation du projet d'orientation viticole.

Tout d'abord, il faut se remémorer qu'en général la vigne est cultivée sur des terrains impropres à d'autres cultures. Que la viticulture est une culture de peuplement ; elle exige en moyenne un homme pour trois hectares de vignes. Qu'un certain nombre de travaux comme la taille et la vendange sont obligatoirement manuels.

Sans vouloir préjuger sur les surfaces de vignobles français et algériens sacrifiées par les services — technologiques — fonctionnaires de M. Camille Laurens, l'actuel ministre de l'Agriculture, et tablant seulement sur des chiffres émis en 1939, par le ministre des Finances d'alors, il ressort que les arrachages « volontaires » de vignes réalisées avaient globalement porté sur 68.670 hectares.

Prenant ce dernier chiffre comme base de calcul, tenant compte d'une main-d'œuvre que les statistiques fondent sur un travailleur pour trois hectares de vignes, nous pouvons d'ores et déjà pré-

voir au moins 20.000 travailleurs productifs qu'un tel projet d'orientation viticole jetterait sur le pavé.

Et surtout que les « fonctionnaires » du ministère de l'Agriculture ne viennent pas nous leurrer avec des promesses d'absorption de cette main-d'œuvre par les plantations de cultures diverses qui, d'après les charges imposées par ledit projet de loi, remplaceraient les surfaces de vignes arrachées. Car la culture des champs actuellement mécanisée, modernisée et motorisée est celle qui occupe le moins de main-d'œuvre. On compte pratiquement un ouvrier employé par vingt-cinq hectares de champs.

Ce qui nous permet d'ailleurs — ne vous en déplaise, Monsieur le Ministre provisoire Camille Laurens — qu'alors qu'une surface de 68.670 hectares de vignes occupe plus de 22.000 viticulteurs ; la même surface transformée en champs de cultures diverses n'absorbera pas en main-d'œuvre 3.000 agriculteurs.

« Le Libertaire » pose donc officiellement la question : Que deviendront les 20.000 vignerons excédentaires pour lesquels l'arrachage des vignes fera des « chômeurs forcés » et qu'a-t-on, en haut lieu, prévu pour eux ?

Francis DUFOUR.

A travers la Presse Ouvrière

Les soutiens de Pinay

Pour l'Unité, dans son numéro 6, éditorial du 1^{er} juin, n'admet pas que certains journaux ou organisations syndicales critiquent sa position vis-à-vis de l'expérience Pinay et se défend d'avoir contrecarré la politique de (baisse ?) ainsi en font foi les quelques lignes extraites ci-dessous :

«...A qui fera-t-on croire que le parti Socialiste, et surtout le M.R.P., sont engagés dans une lutte à mort contre le nouveau sauveur du franc ? Quelle serait alors la majorité parlementaire qui soutiendrait le gouvernement ? »

En réalité les organisations syndicales libres ont fait preuve de patience en face de M. Pinay. Les raisons en sont multiples. La plus apparente et la plus tactique étant qu'elles ne veulent pas être incriminées d'avoir rendu impossible la baisse des prix en précipitant les revendications ouvrières...

Cela est clair, et ne souffre d'aucune équivoque. Tous ceux qui prétendent combattre la direction de la C.G.T. et ne font aucun cas des militants ouvriers de cette centrale, assomant par haine, par cabotage, par prétention, ces derniers à ceux-là, ont véritablement bonne mine. Ne sont-ils pas les meilleurs aides du stalinisme en ne voulant pas précipiter les revendications ouvrières ? Les bonzes de la C.G.T. doivent doucement se marrer de la bande d'hubluciers épiroptiques de l'unité qu'ils ne veulent pas.

Les illusionnistes

Le Livre Autonome (n° 6, mai 1952), dénonce la collusion C.G.T.-Patronat à propos d'un contrat pour l'usage de la marque syndicale. Cela ne nous étonne pas au Libertaire, mais pourquoi s'insurger contre...

De telles méthodes réduisant à néant l'esprit et la lettre de la Constitution (droit au travail et liberté syndicale) et de la démocratie.

De chères illusions subsistent toujours au Livre Autonome. On engage le rédacteur de ce journal à relire la Constitution. Elle est loin d'être bienveillante

envers les ouvriers, car elle leur permet de faire grève dans le cadre des lois.

Le réformisme ne perd pas d'adeptes.

Le complot et la collaboration

Le Peuple (n° 409, 1-6-52) ne craint pas les contradictions. En 1^{er} page, il annonce triomphalement que « les conférences nationales des Comités d'Entreprises et paritaires seront un grand succès » et en dernière page, en réponse au gouvernement, après la dénonciation d'un « complot » stalinien, il indique :

« Il n'y a actuellement en France qu'un seul complot, c'est celui des classes dirigeantes contre le pays, les libertés et les conditions d'existence des masses laborieuses. »

Tout à fait d'accord avec Le Peuple, mais cela vient à retardement, il paraît stupéfiant que ledit journal le découvre seulement aujourd'hui.

Ce penser alors des Comités d'Entreprises qui ne sont spécifiquement que des organismes de collaboration avec ces mêmes classes dirigeantes, dénoncées par Le Peuple ?

Accorder ses violons, cela est impossible pour ce journal.

La C.G.T., pas plus que les autres centrales réformistes, n'existe pour la libération des travailleurs.

L'éducation des ouvriers serait la fin et la disparition des aristocrates syndicaux. Chacun tient à sa place en haut lieu.

A moins d'un raz de marée syndicaliste révolutionnaire les naufragent tous.

INTERIM.

Si ce journal te plaît DIFFUSE-LE !